

## Le Réseau recherche-action sur le mariage des enfants (CRANK)

### Réunion de recherche du CRANK

### *Le mariage des enfants dans les situations de conflit et de crise : enseignements tirés des plus récentes données*

Réunion de recherche du CRANK du 20 juin 2023 – Points à retenir et notes

#### Points à retenir

- **Pour assurer la réussite et la viabilité d'un programme, il est essentiel de l'adapter au contexte.** C'est donc dire qu'il faut tirer des enseignements des données et des programmes existants et les adapter aux situations de crise et de conflit. Notamment, il convient de tenir compte des facteurs et des conséquences du mariage des enfants avant, pendant et après les déplacements et de s'y adapter.
- **Pour que les interventions soient bien accueillies et efficaces à long terme, il est essentiel de mobiliser les communautés.** Cela signifie bâtir de véritables partenariats, dirigés par les membres de la communauté qui connaissent le mieux le contexte, tout en reconnaissant que ce contexte est également source de contraintes pour ces personnes (p. ex., la pauvreté, l'insécurité et les normes de genre). Lorsqu'il est question de mobiliser les garçons, le travail sur les compétences de communication et de négociation constitue un excellent point de départ ; pour ce qui est des hommes, il est également efficace de se concentrer sur les conséquences négatives d'un mariage avec une fille de moins de 18 ans.
- **Il convient d'accorder une plus grande attention à l'expérience du déplacement et de fournir un soutien continu dans les contextes de crises prolongées et complexes, ainsi qu'après le mariage.** Les filles mariées et déplacées doivent être rendues visibles en tant que groupe marginalisé qui souffre souvent de détresse émotionnelle. Les interventions doivent établir un plan et un budget pour assurer et maintenir l'accès de ces filles à des services et à un soutien, notamment par l'entremise de réseaux de pairs et un accès à des adultes qui les soutiendront. Les services de soutien liés à la santé mentale, au divorce et à la violence basée sur le genre (VBG) sont également essentiels.
- **Les interventions doivent être multisectorielles et multidimensionnelles.** Les approches fondées sur l'autonomisation sont importantes, mais difficiles à mettre en œuvre dans les situations de crise et de conflit. Pour remédier aux obstacles structurels qui entravent les droits, la capacité d'action et le leadership des filles, les interventions doivent cibler divers domaines : la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), la santé mentale, l'éducation, les moyens de subsistance (non traditionnels) et l'émancipation économique, la protection de l'enfance, la protection contre la VBG et les lois et politiques.

#### Présentation

Jean Casey, *Filles, Pas Epouses* : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants.

- *Le mariage des enfants dans les situations de conflit et de crise.* La présente réunion s'appuie sur de nouvelles données de l'UNICEF et concorde avec deux importants moments de plaidoyer : la

Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit (19 juin) et la Journée mondiale des personnes réfugiées (20 juin).

**Maha Muna**, conseillère régionale sur le genre pour l'UNICEF Moyen-Orient et Afrique du Nord et directrice du collectif interinstitutionnel Gender in Humanitarian Action.

- Les recherches existantes sur le mariage des enfants dans les situations de conflit et de crise sont en grande partie descriptives et centrées sur les facteurs, mais se concentrent de plus en plus sur l'évaluation des impacts et de l'efficacité des interventions dans ces contextes.
  - De récentes données de l'UNICEF (voir le rapport [Is an end to child marriage within reach?](#), publié en 2023) témoignent des liens entre le mariage des enfants et différentes crises : la COVID-19, les conflits (pour chaque décuplement du nombre de décès liés aux conflits, les taux de mariages d'enfants augmentent de 7 %) et les changements climatiques (pour chaque variation de 10 % de la pluviosité provoquée par les changements climatiques, les taux de mariages d'enfants augmentent de 1 %).
- Nous devons maintenant étudier ce qui a bien fonctionné dans les programmes, mener des recherches et des examens opérationnels et traduire ces connaissances en mesures concrètes. Cela implique de travailler au niveau systémique (législation nationale concernant tous les ministères), au niveau communautaire (ce qui inclut les femmes leaders, les leaders religieux, les garçons et les hommes), au niveau des services (approches multisectorielles, investissements dans les stratégies de prévention) et au niveau individuel (investissements dans les programmes à l'égard des adolescentes et à l'appui de l'autonomisation, de la capacité d'agir, de la capacité de s'exprimer et du leadership des filles) ; collaborer avec les garçons et les époux (investir dans le changement, un apprentissage de qualité, la transition de l'apprentissage à la rémunération) ; et évaluer les programmes.

**Maia Sieverding**, professeure adjointe en sciences de la santé de l'Université américaine de Beyrouth.

- Une récente étude sur le mariage précoce chez les réfugiées syriennes au Liban : [Amenah : élaboration et mise en œuvre du projet Amenah, un projet pilote d'intervention à l'égard du mariage précoce chez les réfugiées syriennes au Liban](#).
- Personnes réfugiées syriennes au Liban :
  - Plus de 800 000 personnes réfugiées syriennes inscrites auprès du HCR – le chiffre réel est sans doute plus élevé.
  - Situation prolongée : de nombreuses personnes réfugiées sont au pays depuis 8 à 10 ans.
  - Aucune politique de camp : la plupart sont locataires d'appartements dans les communautés libanaises ou vivent dans des camps de tentes informels.
  - Pauvreté généralisée : cette pauvreté est exacerbée par la crise économique qui sévit depuis 2019 ; environ deux tiers de ces personnes réfugiées ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins essentiels.
  - Politique : les enfants syrien·ne·s peuvent fréquenter les écoles publiques libanaises, dans des cours d'après-midi condensés, mais il existe des limites du côté de l'offre et de la demande. Cinquante-neuf pour cent des 6 à 14 ans fréquentent l'école, une proportion qui chute à 27 % pour les adolescent·e·s de 15 à 17 ans.

- On signale une augmentation de la prévalence du mariage des enfants parmi les personnes réfugiées.
- Amenah est une étude et un projet à phase multiples qui a débuté par une évaluation de la prévalence du mariage des enfants (2016), suivi de deux phases de mise en œuvre et de recherche (2017-2022).
- La contextualisation fut un aspect essentiel du projet afin de garantir une intervention adaptée au contexte de réfugié·e·s :
  - La plupart des écrits théoriques sur le mariage précoce ne portent pas sur une situation de crise. Aussi, l'équipe a analysé en quoi les facteurs sont semblables ou différents dans ce contexte.
  - 24,6 % des filles syriennes de 15 à 17 ans vivant dans des villes de la plaine de la Bekaa étaient mariées. Le mariage des enfants était considéré par les mères comme une forme de protection dans un contexte d'insécurité.
  - Le mariage des enfants était lié à la scolarisation, avec un point de bascule vers l'âge de 13 à 14 ans.
- Le projet pilote se concentrait sur la rétention scolaire des filles scolarisées de 11 à 14 ans et sur la mobilisation des mères et des pères (ce qui a plus tard été abandonné en raison de la difficulté d'obtenir le concours des hommes).
- Grâce au modèle de mobilisation communautaire, le programme a été bien accueilli :
  - Le projet pilote a été mis en œuvre par des agentes communautaires syriennes, dont certaines s'étaient mariées avant l'âge de 18 ans. Ces femmes comprenaient le contexte et ont entretenu des contacts avec les filles, les mères et la communauté.
  - À un stade ultérieur, les agentes communautaires ont collaboré (sous la forme d'un encadrement et d'un mentorat) avec de jeunes pairs éducatrices des communautés pour veiller à ce qu'elles s'approprient le projet et y participent plus étroitement. Elles ont animé les séances de filles.
- Dans la phase d'expansion, le programme :
  - a mobilisé les filles scolarisées *et* non scolarisées de 11 à 17 ans, les filles non scolarisées étant les plus vulnérables ;
  - a mobilisé les filles mariées, comme elles sont les plus isolées et ont besoin d'accéder aux informations et aux formations du programme ;
  - renforcé le contenu sur la santé sexuelle et reproductive (SSR), en réponse aux attitudes conservatrices et problématiques dans la communauté.
- D'après le suivi auprès des participantes (immédiatement après la fin du programme, puis de nouveau en janvier 2023), les mentalités concernant le mariage précoce se sont améliorées. Les participantes considéraient alors que l'âge de mariage idéal était supérieur à 18 ans, ce qui est plus élevé que l'âge de mariage courant dans la communauté. Cette opinion était restée la même lors du suivi six mois plus tard. Le suivi a également révélé une amélioration des opinions concernant la SSR.
- Implications pour la recherche :

- Les causes du mariage précoce dans ce contexte étaient liées à des pratiques originaires de Syrie et au déplacement. Les participantes n'étaient pas un groupe représentatif du pays d'origine : la plupart provenaient de régions rurales, où le mariage des enfants était déjà plus prévalent avant le conflit.
- Le modèle de mobilisation communautaire a joué un rôle essentiel, mais le champ d'action des agentes communautaires était également limité par le contexte et les normes en vigueur.
- Il est important de mener un suivi à plus long terme.
- Implications politiques et pratiques :
  - Les approches fondées sur l'autonomisation sont importantes, mais difficiles à mettre en œuvre dans des contextes d'insécurité, de pauvreté et d'accès limité à l'éducation. Les interventions doivent également remédier à ces obstacles structurels.
  - Il est essentiel de réfléchir au rôle de la famille dans les interventions à l'égard du mariage des enfants, en particulier pour mobiliser les hommes.

**Nicola Jones**, chercheuse principale du programme Gender and Adolescence: Global Evidence de l'ODI.

- Une récente recherche sur les expériences des adolescentes dans les communautés touchées par des conflits ou des crises au Bangladesh, en Éthiopie, en Jordanie et au Liban : [« Il devrait y avoir un peu de liberté dans nos vies » : regards sur les expériences de mariage des adolescentes.](#)
- Cette recherche se concentre sur les contextes de déplacements forcés.
  - On reconnaît de plus en plus que les facteurs du mariage des enfants sont exacerbés par les crises et les conflits, mais très peu d'attention a été accordée aux liens entre les déplacements forcés, la vie de personne réfugiée et le mariage des enfants. Les Objectifs de développement durable n'abordent pas explicitement la question des personnes réfugiées et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ni ne ventilent les données selon le statut de réfugié·e.
- Il s'agit d'une étude longitudinale à méthodes mixtes qui se penche sur les expériences de 1 779 filles mariées du Bangladesh, d'Éthiopie et de Jordanie, et d'un suivi auprès de 125 filles mariées. Voici quelques constatations de l'étude :
  - De nombreuses réfugiées se marient très jeunes, certaines alors qu'elles ont à peine 10 ans (un fait qui est masqué par les moyennes). En Jordanie, les filles syriennes se marient en moyenne à l'âge de 15,4 ans. Au Bangladesh, les filles vivant dans les camps se marient en moyenne à l'âge de 15,2 ans. En Éthiopie, la moyenne de toutes les zones était de 15,1 ans.
  - Les filles marient généralement de jeunes hommes adultes ; la différence d'âge est de près de 6 ans dans les différents contextes.
  - La plupart ont signalé être satisfaites de leur âge de mariage. Au Bangladesh, des filles rohingyas se sont mariées pour accroître leur sécurité alimentaire et seulement 18 % des filles rohingyas auraient préféré se marier plus tard.
  - La réalité du mariage a été difficile pour de nombreuses filles et le divorce précoce est très courant. En Éthiopie, les taux de divorce atteignaient 30 % dans certaines régions.

- Généralement, les mariages étaient précipités, les familles considérant le mariage comme une forme de protection. Au Bangladesh, 28 % des filles rohingyas mariées connaissaient leur époux depuis moins d'une semaine, et 45 % depuis moins d'un mois ; en Jordanie, 27 % des filles syriennes connaissaient leur époux depuis moins d'un mois.
- Les filles mariées sont extrêmement stressées par les exigences du mariage et de la maternité. Les taux de violence entre partenaires intimes étaient très élevés dans les situations de crise par rapport aux contextes de développement, et l'accès à un soutien était très limité dans les situations de crise.
- **Détresse émotionnelle :**
  - Les normes de genre en vigueur et profondément enracinées laissaient peu de choix aux filles.
  - Toutes les filles rohingyas mariées se sont dites d'accord avec les affirmations suivantes : « Une femme doit obéir son mari en tout temps » et « On ne doit pas discuter de la violence d'un mari en dehors du ménage ».
  - Les filles mariées sont de plus en plus seules et très isolées : 52 % des filles rohingyas mariées ont signalé avoir un·e ami·e de confiance, tandis qu'en Jordanie, les filles mariées ont déclaré avoir une mobilité réduite, sans possibilité de quitter la maison.
  - Selon un questionnaire général de santé, 39 % des filles syriennes mariées en Jordanie étaient en situation de détresse émotionnelle (la possibilité de détresse et la profondeur de la détresse étaient sans doute plus graves que ne l'indiquent les chiffres).
- **Implications pour les politiques et les programmes :**
  - Investir dans la prévention et le soutien des filles mariées. Le soutien doit cibler les filles, les familles et les communautés, notamment au moyen de programmes de type « cash plus » (transferts monétaires combinés à des interventions).
  - Veiller au bien-être psychosocial des filles mariées et divorcées (réseaux de pairs, adultes offrant un soutien, meilleure communication familiale).
  - Renforcer l'accès des filles à l'éducation et à la SDSR.
  - Réduire le risque de violence au moyen de programmes de promotion de formes de masculinités non violentes ; la sensibilisation des communautés à la prévention et au signalement de la violence entre partenaires intimes ; et le renforcement des services de justice et d'aide aux survivantes.
  - Les filles mariées dans les situations de crise sont très peu visibles et doivent être incluses dans nos programmes, p. ex., dans la prochaine version révisée de la politique sur l'âge, le genre et la diversité de l'UNHCR, le Pacte mondial sur les réfugiés et la nouvelle Stratégie sur les adolescentes de l'UNICEF.

**Rochelle Burgess**, professeure adjointe en santé mondiale de l'**University College de Londres**, et Nyaradzayi Gumbonzvanbda, fondatrice et directrice générale du Rozaria Memorial Trust.

- Le projet « March-ZIM » au Zimbabwe : [examen et traitement des conséquences du mariage des enfants sur la santé mentale](#) (à paraître prochainement).

- Ce projet vise à combler une lacune liée aux interventions sur le mariage des enfants. Plus précisément, un programme dirigé et pris en charge par les communautés a été développé spécifiquement pour remédier aux conséquences du mariage des enfants sur la santé mentale.
- Comment est la vie quotidienne dans les situations de crise complexe ? Les « conflits tendent à survenir en même temps que de nombreuses autres instabilités démographiques, environnementales, économiques et sociales (souvent difficiles à résoudre) » (Straus Center), ce qui est le cas au Zimbabwe :
  - Insécurité alimentaire : 7 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2021, une situation liée aux changements climatiques qui devrait s'exacerber.
  - Forte inflation : le conflit en Ukraine a perturbé l'importation de produits alimentaires et de carburant.
  - L'éducation et les jeunes : contraintes financières, grossesses chez les adolescentes, mariage des enfants, augmentation des taux d'abandon scolaire en raison de la COVID-19 (23 %).
- Conséquences du mariage des enfants sur la santé mentale : si nous abordons la santé mentale de manière plus complexe et globale, nous devons parler des facteurs du mariage des enfants. Nous avons besoin de programmes sensibles aux besoins de santé mentale des filles avant, pendant et après le mariage ; les filles ont des besoins et des difficultés interreliés.
- Dans le district de Shamva, au Zimbabwe, un mariage sur deux est un mariage d'enfant, le taux le plus élevé au pays. C'est également un endroit où les troubles mentaux sont courants et l'accès à des services de soutien est limité.
- En établissant le profil de l'accès à des soins et à des services de soutien de santé mentale, l'intervention a révélé des difficultés qu'on retrouve ailleurs dans les pays du Sud : la plupart des services se concentrent dans les villes, d'après de vieilles structures coloniales, ce qui rend l'accès à un soutien de santé mentale difficile et/ou coûteux. Cet accès est d'autant plus restreint par la position des filles et des femmes au sein du ménage.
- Nous avons tenté de comprendre le lien étroit entre le mariage des enfants et la santé mentale et la charge de morbidité chez les jeunes. À cette fin, nous avons collaboré avec de jeunes femmes et des communautés au moyen d'une méthodologie de coproduction qui pourrait être utilisée ailleurs et se divise en trois parties :
  1. Mini enquête démographique dans le district de Shamva auprès de 100 femmes qui se sont mariées avant l'âge de 18 ans. Outils pilotes : questionnaire sur troubles mentaux courants (SSQ) ; questionnaire pour évaluer la présence de dépressions (PHQ9).
  2. Entretiens sur les antécédents de vie/familiaux – pour comprendre le processus décisionnel et les expériences des jeunes femmes, les moments charnières de la vie et les ménages et cultures qui peuvent être protectrices et amplifiées.
  3. Intervention de retraite psychosociale.
- 68 % des femmes de l'enquête remplissaient les critères d'un trouble mental courant selon le SSQ, soit trois fois le 15 % de dépression signalé dans une enquête démographique nationale de 2022. Parmi les facteurs susceptibles d'être à l'origine de cette situation, on compte les grossesses non souhaitées (ce qui témoigne de problèmes en matière de capacité d'action).
- Le revenu du ménage réduisait le risque de dépression de 84 % – la création de possibilités de générer des revenus pourrait donc contribuer au bien-être émotionnel des gens.

- Implications pour les politiques, les programmes et la planification :
  - Inclure ces outils de dépistage dans toutes les collectes de données (PHQ-9, outil P4 de dépistage du risque de suicide). Un grand nombre de personnes sont exposées au risque de suicide et au risque de se nuire à elles-mêmes (50 % étaient exposées à des risques très élevés). Le dépistage et l'offre de soutien pour remédier aux problèmes de santé mentale constituent un aspect essentiel de la recherche éthique dans ces contextes.
  - Il faut adapter les interventions aux dynamiques locales de traumatisme et de stress.
  - Nous avons besoin de meilleures ressources qui sont mieux ciblées pour évaluer notre façon de concevoir la santé mentale dans ce contexte. Il faut susciter la volonté politique nécessaire pour attirer l'attention sur ce domaine négligé.

**Aisha Hutchinson**, professeur de sciences sociales au King's College de Londres.

- Une récente revue de la documentation (à paraître) : analyse des facteurs de réussite des programmes à l'égard du mariage des enfants et contextualisation des interventions, avec un accent particulier sur les communautés touchées par des conflits. L'analyse fait partie d'un projet de plus grande envergure en partenariat avec la Women's Refugee Commission et le Rozaria Memorial Trust : [Une vision féministe pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l'Est : feuille de route 2023-2027](#).
- Jusqu'à maintenant, aucune étude ne comprenait d'évaluations de programmes dans des communautés touchées par des conflits (parce que les évaluations ne répondaient pas aux critères d'inclusion et parce qu'il était difficile d'effectuer des interventions et des recherches dans ces contextes).
- La revue de la documentation s'est penchée sur 36 études portant sur 30 programmes ; 20 évaluations figuraient pour la première fois dans une revue de la documentation, ce qui témoigne de l'expansion rapide du domaine.
  - La majorité des études comportant des évaluations ont eu lieu en Afrique de l'Ouest, du Centre, de l'Est et australe, ainsi qu'en Asie du Sud.
  - Seulement deux se concentraient spécifiquement sur les situations de conflit : une étude pilote de petite envergure en Jordanie et le projet COMPASS en Éthiopie et en République démocratique du Congo (dont les résultats ont été en grande partie infructueux en ce qui concerne le mariage des enfants).
  - La plupart des programmes étaient soutenus par une organisation internationale et mis en œuvre par un partenaire national dans un seul pays.
  - La plupart étaient des programmes pluriannuels, intégraient des interventions à l'égard du mariage des enfants dans des programmes plus vastes (p. ex., SDSR, éducation) et touchaient cinq dimensions (autonomisation des filles et des jeunes, changement des normes sociales dans les communautés, formation économique, instruction et changements structureux). Les données les moins abondantes portaient sur les changements structureux, notamment l'impact des lois et politiques nationales.
  - Dix programmes ont signalé des changements positifs liés au mariage des enfants ; 13 ont signalé des résultats mitigés ; et 7 n'ont signalé aucun changement notable (la plupart ont produit d'autres résultats qui ne concernaient pas précisément le mariage des enfants, p. ex., en matière d'égalité des genres et d'éducation).

- Il est difficile de comparer les meilleures approches dans différents contextes, comme des méthodes communes comportaient différentes modalités (p. ex., les conditions, la durée et le montant des transferts monétaires variaient) ou les résultats étaient différents dans différents contextes. Aussi, aucune approche réussie ou combinaison d'approches ne s'est clairement dégagée.
- Implications politiques et pratiques – contextualisation :
  - Il faut adapter les programmes et la théorie du changement aux situations de crise et de conflit et aux contextes locaux, selon les différents facteurs, contextes opérationnels et groupes cibles.
  - Il faut travailler avec les filles mariées et non mariées pour renforcer leur capacité d'action. Nous devons réfléchir aux moyens d'y arriver dans les situations de crise et à la façon dont chaque contexte a changé les processus décisionnels et les facteurs.
  - Il est important de réfléchir à la façon dont différentes interventions forment un tout, à la façon dont les informations sont partagées et aux modalités de collaboration. Les différentes approches ont tendance à cibler différents niveaux et les programmes rassemblent différent·e·s acteur·rice·s du nexus humanitaire-développement-consolidation de la paix. Aucune organisation ne peut faire tout ce travail à elle seule. Aussi, il est essentiel de collaborer entre différents secteurs et avec les organisations locales, qui connaissent le contexte.
  - Il faut davantage d'évaluations des interventions auprès des populations touchées par des crises. Nous avons besoin de plus de détails sur les nuances des programmes et devons inclure ces informations dans l'élaboration de l'évaluation afin d'appuyer le processus de contextualisation.

## Questions et discussions

### **Pour obtenir l'autorisation de mener des séances avec les filles, quelles difficultés avez-vous rencontrées ? Comment peut-on les surmonter ?**

- Maia — Le programme Amenah ne pouvait pas organiser des séances dans les écoles, mais pouvait recruter des filles scolarisées, notamment en communiquant avec les parents. Les filles syriennes au Liban suivaient déjà des cours condensés en après-midi. Aussi, il aurait été contre-productif d'y ajouter du contenu. L'équipe du projet a donc collaboré avec des écoles publiques et des écoles dirigées par des ONG pour identifier des filles et organiser des séances en dehors des heures de classe, de manière à éviter les conflits d'horaire.

### **Comment pouvons-nous mobiliser les garçons et les hommes et remédier aux masculinités néfastes dans différents contextes ?**

- Maia — Dans le contexte économique du Liban, les garçons et les hommes travaillent de façon informelle et leur emploi du temps est sollicité de différentes façons. Pour eux, la participation au projet ne constituait pas une priorité dans un contexte où il est si essentiel d'assurer sa subsistance. De plus, le travail auprès des adolescentes était considéré comme la responsabilité de la mère.
- Nicola — Dans les programmes auprès des jeunes garçons adolescents, l'enseignement des compétences de communication et de négociation est très efficace. C'est ce que fait l'UNICEF en



Jordanie auprès des garçons et des filles réfugié·e·s et des communautés hôtes vulnérables. Les garçons apprécient grandement ces connaissances et ont signalé ne pas les apprendre à l'école ou à la maison, ce qui en fait un important point de départ. Les discussions liées au consentement sont plus complexes et ont des répercussions sur la violence entre partenaires intimes. Aussi, il est essentiel pour les programmes de tenir compte de la question du genre.

L'équipe de GAGE a également parlé à des hommes qui avaient marié des filles de moins de 18 ans pour comprendre leurs motivations. À cet égard, mettre l'accent sur les aspects négatifs s'est avéré efficace (p. ex., les taux élevés de divorce, qui s'accompagnent de coûts, ainsi que l'incompatibilité sexuelle combinée à un faible niveau d'éducation complète à la sexualité, un facteur poussant les filles à initier des procédures de divorce). Les approches fondées sur les droits doivent tenir compte de ces considérations plus pratiques.

- Rochelle — Le projet MARCH-ZIM s'appuie sur un engagement profond et de longue date du Rozaria Memorial Trust auprès des communautés relativement à ces questions, y compris les jeunes chercheur·se·s. Il convient de collaborer avec les hommes pour comprendre comment ils conçoivent leur propre pouvoir, de réorienter cette conception vers de nouvelles façons de changer et d'encourager les hommes à participer aux activités communautaires.

Il est également important d'avoir une méthodologie qui encourage les communautés à s'approprier les interventions. Ce projet a créé des groupes autour d'enjeux et d'acteur·rice·s clés, et ces groupes ont pu se rassembler et partager leurs enseignements tirés. Les participant·e·s ont été réunis de manière coordonnée au moyen d'animateur·rice·s. Parce qu'ils et elles faisaient partie du processus et de l'établissement des priorités, les participant·e·s avaient le sentiment d'être partie prenante au projet final.

### **Comment pouvons-nous soutenir et protéger la santé mentale dans la recherche ?**

- Maia — Nous avons constaté d'énormes problèmes de santé mentale au sein de la population du Liban. Le défi consiste à gérer cette situation dans un contexte où les services de soutien sont limités. L'équipe d'Amenah a essayé d'utiliser des services d'aiguillage, mais n'avait pas l'impression qu'ils étaient efficaces.
- Rochelle — Une première étape consiste à prévoir des fonds pour le soutien de santé mentale dans les budgets de recherche et des programmes. Au-delà de l'identification des besoins, les budgets et les plans doivent veiller à la mise à disposition d'un soutien de santé mentale (p. ex., une aide psychologique), surtout lorsque les soins sont globalement inexistantes ou limités et en particulier pour les personnes les plus marginalisées.

### **L'émancipation économique, les possibilités de travail et d'épanouissement pour les filles divorcées et leur indépendance économique influence leur décision/capacité de quitter leur conjoint**

- Nicola — Il est important de prévenir le mariage des enfants, mais également de fournir un filet de sécurité aux filles qui sont ou ont été mariées (les filles non célibataires). Au Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique, le divorce fait l'objet d'une grande stigmatisation. Le soutien des pairs et/ou de la famille a une influence considérable sur la décision d'une fille de quitter ou non un mariage violent.

Le renforcement des capacités continue de se concentrer sur les industries traditionnelles et les normes de genre restreignent souvent la mobilité des filles. Nous devons songer à des

secteurs/métiers non traditionnels comme les TI, la plomberie et l'électricité, et veiller à ce que ces filles et femmes fournissent des services aux femmes (p. ex., au moyen de visites à la maison auxquelles les hommes ne peuvent assister/participer).

- Maha — La transition vers un travail rémunéré offre également aux filles une alternative au mariage des enfants et un moyen de soutenir leur famille et de remédier aux mécanismes d'adaptation négatifs liés aux difficultés économiques.

### **L'accès à des services de SDR, surtout à des services spécialisés, dans les contextes instables**

- Rochelle — Le travail du Rozaria Memorial Trust se fonde sur l'amélioration de l'accès des filles à la SDR et à des services. Le manque le plus important se trouve dans les services de santé mentale. Cela signifie qu'il faut créer des possibilités de soutien holistique au moyen de partenariats forts avec des ministères et les secteurs de la santé et de la protection sociale.

Pour reproduire ce modèle, il est essentiel de commencer très localement au moyen d'un travail de coproduction pertinent. Les partenaires communautaires et travailleur·se·s sociaux·les peuvent faciliter ce processus et lier la recherche à l'action, et encourager cette action, ce qui réduit le décalage entre la crise et la réponse.

### **Conflits prolongés : comment utiliser le travail du nexus et le programme de transferts monétaires pour intervenir**

- Maia — Aujourd'hui, de nombreuses crises sont prolongées. Aussi, nous devons nous concentrer, par exemple, sur l'accès à l'enseignement à long terme, comme de nombreuses filles réfugiées seront dans leur pays pendant une longue période (pas seulement des interventions d'urgence).

### **Le point sur la recherche**

#### **Séries pour la fin du mariage des enfants au moyen de médias communautaires (projet ENCASE)**

Le projet ENCASE est une étude contrôlée avant/après intervention visant à étudier les changements d'attitudes à l'égard du mariage des enfants dans le sud-ouest du Nigeria au moyen de programmes radiophoniques ciblés (feuilletons). Il s'agit d'une collaboration entre des chercheur·se·s de la faculté de médecine de l'Université d'Ibadan et de l'Université McGill Canada, financée par Grands Défis Canada (programme des Étoiles en santé mondiale).

Une analyse de la situation initiale a été menée au sein du groupe Hausa/Fulani dans le sud-ouest du Nigeria (la phase qualitative du projet) et des entretiens et des groupes de discussion ont été organisés avec des parties prenantes et des leaders communautaires, ce qui a permis de mieux comprendre les perceptions locales des causes et conséquences du mariage des enfants. Une enquête de référence quantitative a aussi été menée auprès de 1 600 membres plus âgé·e·s des communautés Hausa dans deux États du sud-ouest du Nigeria : l'État de l'Ondo (groupe témoin) et l'État de l'Oyo (lieu d'intervention).

#### **L'intervention (feuilleton radiophonique : BURINA) :**

Le projet ENCASE a coproduit un feuilleton radiophonique (en collaboration avec un comité consultatif local, des membres de communautés Hausa et des filles mariées) à partir des idées et des constatations de l'analyse de situation. Des histoires fictives illustrant les facteurs,

conséquences et dangers du mariage des enfants ont été scénarisées pour produire le feuillet radiophonique.

- Le feuillet radiophonique (BURINA : mon ambition et mes espoirs) est actuellement diffusé sur trois stations de radio locales d'Ibadan, au Nigeria.
- L'évaluation quantitative de fin de projet sera menée une fois le programme terminé.

Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec Olubukola Omobowale :  
ocomobowale@com.ui.edu.ng

### **Une vision féministe pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l'Est : feuille de route 2023-2027**

En janvier 2021, la Women's Refugee Commission, le King's College de Londres et le Rozaria Memorial Trust ont lancé un processus participatif de recherche-action à étapes multiples en collaboration avec des expert·e·s et des professionnel·le·s d'organisations de la société civile (OSC) féministes, dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes en Afrique de l'Est. Voici leurs objectifs :

- Comprendre la transformation de la conception du genre et le patriarcat.
- Faire avancer les discussions sur des solutions au mariage des enfants durables, axées sur l'équité et ancrées dans le contexte et la culture.
- Comprendre les moyens d'améliorer la coordination et la collaboration entre les sphères régionales et locales de préparation aux catastrophes, de gestion des catastrophes et de réponse aux catastrophes.

En deux ans, l'initiative a relevé des lacunes dans les pratiques existantes et identifié des stratégies prometteuses fondées sur des données probantes qui peuvent être utilisées pour prévenir le mariage des enfants et répondre aux besoins des filles non célibataires.

Conscient de l'urgence d'agir dans les contextes humanitaires, le consortium a élaboré une nouvelle feuille de route pour accélérer les progrès vers la fin du mariage des enfants d'ici 2027, soit avant 2030, la date butoir des ODD. Le résultat, [Une vision féministe pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l'Est : feuille de route 2023-2027](#), a été publié en mars 2023.

La tâche consiste maintenant à développer le consortium et à veiller à la bonne mise en œuvre de la feuille de route. Un secrétariat sera créé afin de favoriser la coordination de l'action collective. Il sera dirigé par une organisation travaillant au niveau local et soutenu par un comité consultatif qui comportera quelques organisations internationales, de manière à décoloniser les priorités divergentes et la dominance des grandes organisations internationales.

Il faudra aussi une stratégie de collecte de fonds, car l'action collective et les organisations travaillant au niveau local ont absolument besoin de financement et de ressources. Le consortium organisera un atelier de recherche en septembre 2023, lequel sera appuyé par une brève consultation sur les lacunes, besoins et priorités de recherche sur le mariage des enfants en Afrique de l'Est. La consultation sera envoyée au participant·e·s à la recherche Delphi, en vue de collecter de plus amples informations qui éclaireront l'élaboration du programme de recherche en septembre.

### **Ressources**

Human Rights Centre, Save the Children et Plan International, [Child marriage in humanitarian crises](#), 2021.

E. Presler-Marshall, E. Oakley, N. Jones, S. Alheidwidi, K. Mitu, W. Yadete, S. Youssef, S. Guglielmi, S. Baird et A. Malachowska, [“There should be some freedom in our lives” Exploring adolescent girls’ experiences of child marriage](#), 2023.

J. Rialet, M. E. Greene et G. Lauro, [Boyhood and child, early, and forced marriages and unions: An evidence review](#), Equimundo et UNFPA, 2022.

M. Sieverding, D. Bteddini, R. Mourtada, L. Al Ayoubi, O. Hassan, A. Ahmad, J. DeJong et S. Abdulrahim, [Design and implementation of the Amenah early marriage pilot intervention among Syrian refugees in Lebanon](#), 2022.

UNICEF, [Is an end to child marriage within reach?](#), 2023.

CRANK, [Pleins feux sur la recherche : remédier au mariage des enfants et soutenir les filles mariées dans les situations de conflit et de crise](#), Filles, Pas Epouses et le Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d’enfants, 2023.

[Réunion de recherche du CRANK : le mariage des enfants dans les situations de conflit et de crise : enseignements tirés des plus récentes données](#)

[Réunion de recherche du CRANK : le mariage des enfants dans les situations de crise humanitaire](#)

Patient Health Questionnaire-9 (PHQ-9), par exemple ces questionnaires de [Patient UK](#), [Washington University](#) et [Stanford University](#).

Outil P4 de dépistage du risque du suicide, par exemple ces outils de [GeroCentral](#) et d’[Accountable Health Partners](#).

**Plateformes pour la collaboration et l’apprentissage :**

[Global Network on Mental Health and Child Marriage](#)